

## REMOUS A F.O.

La progression de F.O. (et des autres centrales) vers une intégration totale au système se poursuit. Le coup d'arrêt d'avril 1959 à l'intégration "législative" n'a pas désarmé pour autant les tenants actuels du pouvoir.

"Contrats de progrès", "convention sociale", "contrat à durée déterminée", autant de formules qui pour n'être pas nouvelles, n'en sont pas moins dangereuses, et mettent en cause, directement, l'existence de syndicats indépendants.

Cette offensive parfaitement orchestrée, bénéficiant de la compléité, ou de la neutralité bienveillante de toutes les centrales, ne pourra être brisée, que si les travailleurs reprennent le chemin de l'action directe et renouent avec l'anarcho-syndicalisme.

Neutralité bienveillante? C'est l'attitude de la CGT qui ne refuse pas de signer l'accord EGF, mais qui réserve sa signature et qui organise une "consultation", non pas pour refuser le principe de la convention, mais pour l'améliorer...

C'est ainsi qu'analysant le contenu de la convention, "l'Humanité" du 20/12/69 écrit: *"Ce système conduit à désintéresser le personnel du sort de son entreprise, de ses résultats, de la qualité du service rendu"*.

Et dans le même journal, le 24/12/69, le secrétaire général de la Fédération CGT explique:

*"Nous ne disons pas, expliquait Pauwels, que nous ne signerons pas cette convention. Nous voulons loyalement informer le personnel et prendre son avis. C'est la majorité qui décidera; mais si cette majorité n'est pas pour la signature de la convention telle qu'elle est actuellement, l'honnêteté voudra qu'elle soit révisée"*.

Complicité? C'est évidemment celle des autres centrales qui signent; sans se poser de problèmes.

Mais cette attitude capitularde ne va pas sans remous. Il faut enregistrer, dans la confédération réformiste FO, des craquements. Des militants (avec qui nous ne manquons pas à l'occasion de nous heurter violemment) n'acceptent pas facilement la désintégration progressive de leur organisation,

Les distances que nous avons souvent prises avec ces camarades ne nous empêchent pas de soutenir les positions intéressantes qu'ils peuvent prendre. Le récent congrès de la fédération des cheminots FO, déclare:

*"L'Etat a toujours été et reste la superstructure des structures existantes, ce qui signifie que ces salariés n'échappent pas aux résultats des contradictions politiques, économiques et sociales.*

*De longues luttes seront encore nécessaires pour assurer le bien-être des travailleurs mais chacun doit bien se pénétrer de la certitude que la question sociale ne pourra être réglée que par une défaite définitive du capitalisme. Moins que jamais le mouvement syndical FO ne saurait s'intégrer à une société qui tente de survivre et en cherche les moyens pas plus qu'il ne peut se résigner à une société totalitaire; on ne peut supprimer les libertés, même transitoirement, sous prétexte de les rendre plus réelles ultérieurement."*

Dans le journal de la Fédé-Chinie FO, nous relevons la déclaration suivante:

*" Au cours de sa réunion des 15 et 16 novembre, le bureau de la FEDE-CHIMIE CGT-FO a examiné la déclaration faite à La Rochelle par André Bergeron et reproduite par le journal "Le Monde" du 11 novembre, p.25, 2ème colonne. Il constate qu'André Bergeron n'a pas opposé de démenti à cette information, ni auprès du journal, ni auprès des militants responsables et qu'il y a donc lieu de la tenir pour exacte.*

*Le bureau s'étonne, tout d'abord, d'une telle déclaration qui est en contradiction absolue avec les précédents déclarations d'André Bergeron lui-même ainsi que des autres secrétaires confédéraux, du Bureau et de la Commission Exécutive de la CGT-FO et qui va à l'encontre des positions fédérales et syndicales ainsi que des luttes ouvrières en cours.*

*Cette déclaration ne saurait donc revêtir qu'un caractère personnel et n'engager d'aucune manière quelque instance que ce soit de la Confédération. Cependant, le Bureau Fédéral condamne néanmoins son auteur qui, en souhaitant le succès du plan gouvernemental, dit de redressement, se fait l'allié objectif du pouvoir dans sa politique de régression sociale et de récession économique combattue par l'ensemble des organisations syndicales et la masse des travailleurs.*

*En effet, souhaiter le succès du plan de Chaban-Delmas et de Giscard-d'Estaing, celà revient à renoncer aux majorations de salaires dues aux augmentations des prix depuis Juin 1968, c'est admettre le rejet par les patrons de la réduction compensée du temps de travail et l'amélioration des conventions collectives, c'est aussi accepter le développement du chômage ainsi que les atteintes graves portées contre les secteurs nationaux de l'économie. Par voie de conséquence, cela revient aussi à condamner la lutte des travailleurs pour la préservation de leurs intérêts et l'amélioration de leur vie. Le Bureau de la FEDECHIMIE CGT-FO estime que, par sa déclaration à La Rochelle André Bergeron a gravement manqué aux devoirs de sa charge et à l'éthique syndicaliste."*

Signalons également l'édition spéciale de "l'Ouest Syndicaliste" organe de l'UDFO de Loire Atlantique sur l'intégration. Ce numéro, très copieux, et que nous ne pouvons reproduire, contient une analyse sérieuse des processus d'intégration à travers les contrats de progrès et en explique les raisons économiques et politiques.

Nos récents démêlés avec le secrétaire général de cette Union Départementale FO, le camarade Hébert, ne nous gênent nullement pour vous recommander, au moins à titre documentaire, de vous procurer ce numéro spécial (4, rue Désiré Colombe Nantes).

Ainsi, parallèlement à l'intégration progressive, les résistances s'affirment de plus en plus, au sein même de l'appareil.

Loin de nous l'idée, que l'on nous prête trop par ailleurs, d'en conclure que les syndicats peuvent être "sauvés". Mais ne pas tenir compte de ces faits, dans la longue lutte pour la reconstruction d'un authentique mouvement ouvrier serait peu réaliste.

**Jo SALAMERO**

-----